

Alors qu'en février 1945 avec un indice des prix de détail de 320 la C.G.T. réclamait un minimum de salaire de 4.000 francs, aujourd'hui avec un indice de 1.670, elle le fixe à 13.500, abandonnant à la bourgeoisie une immense fraction des superprofits réalisés sur le dos des travailleurs depuis quatre ans. Ainsi, les travailleurs, malgré les dires de leurs dirigeants, n'auront rien ; aucune parcelle des maigres avantages arrachés de ci, de là ne leur reste finalement.

En effet, il est clair que c'est seulement dans la lutte engagée pour abattre le régime que peuvent se conquérir les revendications les plus partielles élargies et consolidées par le développement même de la lutte. Au congrès de l'U.D. de la Seine, Henri Reynaud a expliqué avec cynisme (5 juin 1948) : « Comme au Congrès de la C.G.T. en 1946, nous restons adversaires de l'échelle mobile. Il faut savoir déterminer dans l'immédiat ce qui est possible et ce qui est impossible. Il n'est pas possible de mobiliser l'ensemble des travailleurs sur un mot d'ordre de 18.000 fr. Mais il est possible, en prenant le gouvernement même aux promesses qu'il avait été obligé de faire pendant les grèves de mobiliser tous les travailleurs mais aussi autour d'eux toutes les couches sociales. Gagnons donc le minimum vital à 12.900 francs ».

C'est là un réformisme s'attachant à arracher de petites améliorations de détail « dans le cadre du régime ». La réalité est pourtant évidente : ce régime ne peut maintenant se survivre qu'en surexploitant toujours davantage toutes les catégories de travailleurs. Ce qu'on lui arrache par morceaux et après des engagements souvent sérieux, il le rattrape au centuple tant qu'on lui tolère la vie.

Responsable des échecs successifs des luttes ouvrières, cette orientation fut celle menée par les stalinistes de concert ou non avec les réformistes depuis des années. Nous avons vu dans la période qui suit la « Libération » la politique de la pause revendicative, de la grève « arme de classe des trusts ». Deion, en mars 1946, s'opposant au salaire minimum vital à l'échelle mobile et à leur conquête par la grève demandée au Congrès de la Fédération par les camarades de Front Ouvrier explique : « Vous comprenez bien qu'aujourd'hui la grève, c'est l'atout essentiel de la réaction qui représente les trusts. Le devoir pour les travailleurs est donc de leur revendications immédiates à la Renaissance Française. »

Déjà, pourtant, à cette époque, c'est en connaissance de cause que les dirigeants stalinistes « payaient » leur participation au pouvoir bourgeois du sacrifice des intérêts ouvriers.

En effet, la production passée de 19 en août 1944 à 74 en mars 1946 s'accompagnait d'une hausse des prix de l'indice 291 en octobre 1944 à l'indice 490 en mars 1946 alors que le pouvoir d'achat s'effondrait de 93 % de celui de 1938 en juillet 1945 à 78 % en mars 1946, à 71 % en juillet 1946 et à moins de 50 % en août 1948.

C'est seulement sous la pression des masses que les dirigeants reprirent la revendication du minimum vital. Mais c'est un faux minimum qui fut mis en avant, faux minimum calculé à un niveau assez bas pouvant permettre un accord de maquignons avec la bourgeoisie. D. Laure exposait dans Le Peuple du 14 février 1947 la manoeuvre. Après avoir dit que « s'imposait la nécessité d'établir un « minimum vital » tenant compte des besoins minima d'un individu », il ajouta : « Cependant, faisant appel à l'esprit de discipline de la classe ouvrière, la C.G.T. a réduit le chiffre obtenu par ce calcul en tenant compte de l'état actuel de la production... ». Ils étaient animés des mêmes volontés lorsque leurs ministres, alliés aux ministres capitalistes, appliquaient les zones d'abattement de salaires alors qu'ils savaient bien que depuis 1939 les statistiques officielles elles-mêmes reconnaissent que les prix sont aussi élevés dans les petits centres industriels de province qu'à Paris (indice moyen de 1944 : Paris 285, Province 297, indice 1945 : Paris 393, Province 403).

Toute la politique stalinienne consiste à atténuer les revendications à la mesure des « réalités » et des « possibilités » de la démocratie bourgeoise. Les agents conscients de la bourgeoisie, dirigeants F.O. et C.F.T.C., écrasés sur leur terrain « de la baisse » et poussés par la pression des masses se retrouvaient, au bout de ces manoeuvres en repli sur les mots d'ordre de collaboration des salaires. Echelle mobile débarrassée du contrôle ouvrier et appliquée à un salaire ridicule bas, simple révision des iniques zones de salaires, maintien d'une hiérarchie de division main propre à leur gagner les éléments petits-bourgeois, etc.

En face de cette utilisation criminelle et frauduleuse des revendications nécessaires à la classe ouvrière, les travailleurs engageront la lutte pour le seul programme revendicatif capable de les unir tous pour un combat décisif victorieux contre le capitalisme. Ce programme que les trotskystes ont toujours défendu est le seul qui puisse leur assurer le succès de leurs revendications immédiates. Les trotskystes dénonceront toutes les manoeuvres destinées à perpétuer la collaboration avec la bourgeoisie en continuant la lutte pour le vrai minimum vital garanti par l'échelle mobile et le contrôle ouvrier, pour la suppression des abattements de zone et pour l'unification des luttes. Ils sauront expliquer aux travailleurs qu'ils doivent tous ensemble déterminer leurs revendications, démocratiquement à l'entreprise, localement, nationalement, et ainsi armés imposer un gouvernement débarrassé des ministres bourgeois qui appliquera sous leur contrôle leur programme revendicatif.

ARTAUD.

A Puteaux-Suresnes

Mercredi matin 8 septembre, dans les usines de la localité, les responsables syndicaux réunissent les travailleurs en assemblée générale et leur demandent d'aller manifester à la mairie pour leurs revendications et pour la formation d'un gouvernement « d'union démocratique ». Le mot d'ordre est suivi en masse.

Après les discours d'usage, le responsable de la manifestation propose une délégation restreinte à la présidence de la République.

Mais, là, les gars protestent : « On veut y aller tous. »

Alors les responsables renouvellent l'astuce qu'ils avaient déjà employée lors des événements de Bergougnan, afin d'éviter un mouvement général. Ils disent : « D'accord... mais pas maintenant, après déjeuner, à 14 heures. »

Ainsi, les ouvriers rentrent dans les usines. Cependant, chez Saurer, par exemple, les gars ne reprennent pas le travail et restent débrayés toute la journée.

A 14 heures, les responsables, qui ont réussi à canaliser le flot des ouvriers en les renvoyant chacun dans leurs usines, exécutent leur plan : délégation restreinte de vingt gars par usine. Résultat : trois cents travailleurs partent pour la présidence ; dès la Porte-Maillot, la police les attaque avec des forces supérieures, et, devant la violence, ils doivent rebrousser chemin.

C'étaient les travailleurs qui avaient raison en réclamant une manifestation d'ensemble. Seule une telle manifestation fera plier les flics et leurs maîtres, les patrons. Seule, elle imposera un gouvernement au service des travailleurs.

Les responsables qui s'y opposent et envoient une poignée de travailleurs se faire matraquer ne font que trahir la volonté des ouvriers au profit de calculs parlementaires qui n'ont rien à voir avec les intérêts de la classe ouvrière.

Chez Renault

Mardi 31, grève d'une demi-heure dans toute l'usine. L'unanimité des travailleurs est réalisée sur ce mouvement. Auparavant, les directions syndicales, C. G. T., F. O., C. F. T. C., C. G. C., s'étaient mises d'accord sur une revendication d'augmentation de 3.000 francs, avec répercussion à l'échelon hiérarchique : un compromis entre les 3.000 francs de la C. F. T. C. et les 20 % de la C. G. T. en quelque sorte.

Des réunions ont eu lieu un peu partout dans l'usine. A ces réunions, les responsables stalinistes prennent la parole, mais, dans beaucoup d'endroits, les responsables chrétiens ne veulent pas s'expliquer. Ils sont un peu gênés aux entournures dans un mouvement de grève.

Du 11 au 15 octobre se tiendra à Paris le 27^e congrès confédéral de la C.G.T. Les militants révolutionnaires doivent apporter une grande attention à la préparation et au déroulement de ce congrès. Non pas qu'il faille en espérer un redressement de l'orientation qui est celle des dirigeants de la C.G.T. Non pas que le congrès soit suivi avec passion par les masses syndiquées et non syndiquées. Mais dans la préparation et dans les interventions au congrès il doit être possible d'expliquer le sens de tous les graves problèmes qui assaillent la classe ouvrière et surtout il doit être possible d'opposer à l'orientation capitaliste de collaboration de classes des dirigeants de la C.G.T. une ligne authentiquement révolutionnaire répondant aux aspirations des masses.

Le caractère bureaucratique du congrès

Tous les efforts du Bureau confédéral pour mobiliser les masses autour du congrès se soldent par un échec. Regrettons que la minorité révolutionnaire de la C.G.T. dispose d'une assise trop faible pour se substituer à la direction défaillante, et constatons la préparation bureaucratique du congrès.

Les projets de rapports présentés par la direction confédérale n'ont été publiés que fin juillet, distribués à raison d'un par syndicat en août, en pleine période de vacances. Alors que la brochure La C.G.T. vous parle est éditée à des millions d'exemplaires et diffusée à profusion, La Voix du peuple où sont imprimés les rapports, n'est connue que par un nombre infime de militants. Si, véritablement, le bureau confédéral avait voulu respecter la démocratie ouvrière, il aurait pu publier les rapports dans un numéro spécial du Peuple. Pour 6 francs, chaque syndiqué aurait pu alors en prendre connaissance. La plupart des congrès de Fédé-

A l'A. O. C. (Atelier d'outillage central), une réunion regroupe quinze cents gars environ de l'A. O. C. et de la chaîne de la 4 CV. Le responsable stalinien prend la parole. Au moment où il parle de la délégation au président du Conseil, les gars crient : « A la Chambre ! Tous à la Chambre ! » Alors le délégué explique qu'il n'est pas contre... mais qu'il faut attendre que la délégation revienne. Si la délégation n'a pas été reçue, alors on ira ! Le compte rendu de la délégation devait être fait à 14 heures. Il n'est fait que le lendemain matin !

Ainsi, comme la majorité des travailleurs, les ouvriers de chez Renault comprennent que seule une action généralisée peut leur apporter une solution et imposer un gouvernement des travailleurs. Les camarades de base du P. C. F. sont aussi en grand nombre de cet avis. Ils l'ont exprimé lors du conseil syndical du lundi 6, où il leur a été répondu par leurs dirigeants : « Patience ; il faut se mettre d'accord avec F. O. Les 2.500 francs sont déjà une victoire. »

Les travailleurs de chez Renault, qu'ils soient du P. C. F., du P. S. du P. C. I. ou inorganisés, exigent qu'on en cesse avec une tactique soi-disant de harcèlement, qui ne harcèle que leur propre volonté de lutte, et ils imposeront une lutte générale pour un véritable minimum vital garanti par l'échelle mobile des salaires et le contrôle ouvrier sur la production, et pour l'instauration d'un gouvernement au service des travailleurs.

Aux Usines Chausson

Mercredi matin 8 septembre, la section syndicale décide de convoquer une assemblée générale contre les licenciements.

Un débrayage touchant les usines Chausson, Secam, Chenard, a lieu de 15 h. à 15 h. 30, et une délégation massive monte à la direction.

Le directeur Noroy refuse d'abord de la recevoir, et il part. Mais les gars ne l'entendent pas de cette oreille. Son attitude provocante est

la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Ils décident : « Il ne partira pas. Sa voiture est aussitôt cernée et immobilisée et, comme il fait encore mine de vouloir partir, tous les travailleurs bloquent la porte et là, pendant une heure, ils lui font entendre quelques rudes vérités et lui signifient leur volonté de refuser tout licenciement.

Comme il tente, une fois de plus, d'esquiver ses responsabilités en disant : « Nous ne sommes pas le gouvernement ! », les ouvriers lui font comprendre qu'ils ne sont pas les dupes de cette mauvaise défilade en lui répondant : « Mais c'est vous qui les installez les gouvernements ! »

Après cette leçon qu'il n'est sans doute pas prêt d'oublier, Noroy accepte de recevoir la délégation élargie qu'il refusait toujours auparavant.

Les ouvriers de chez Chausson ont spontanément repris les moyens de lutte efficaces. Comme tous les travailleurs, ils veulent lutter. Qu'attendent les dirigeants des grandes organisations ouvrières pour prendre la tête d'un mouvement d'ensemble qui, seul, peut résoudre la crise en faveur des travailleurs et imposer un gouvernement des ouvriers et des paysans, dont l'une des mesures sera d'imposer l'expropriation des gros capitalistes qui, comme Chausson, aculent les travailleurs à la misère et au chômage.

A la S.N.E.C.M.A. Gennevilliers

Un fait d'une grande importance vient de se produire dans notre usine, après des polémiques souvent stériles, après des calomnies souvent sans fondement échangées de part et d'autre, les trois sections syndicales C.G.T., C.F.T.C., C.A.S. viennent de former un comité de coordination pour la recherche des moyens à mettre en avant pour faire aboutir nos revendications. C'est incontestablement un pas en avant sur la voie de l'unité prolétarienne après les mois passés depuis la scission syndicale. Mais considérant que l'ensemble des travailleurs n'est pas syndiqué, ce comité de coordination doit s'élargir aux non-syndiqués et, être élu démocratiquement par eux. Un de ses objectifs immédiats doit être de faire cesser les menaces de licenciement. Il ne peut être question pour nous de savoir s'il y a des productifs et des improductifs. Il n'y a que des travailleurs qui veulent conserver le seul droit qu'ils ont, celui au travail, et qui ne veulent en aucun cas devenir des chômeurs. Sous la pression ouvrière, le gouvernement et son représentant à la direction de la S.N.E.C.M.A. ont, jusqu'à présent, reculé, mais il faut en finir et qu'une fois pour toutes les menaces de licenciement ne soient plus suspendues au-dessus de nos têtes.

La C.G.T demande 76.000 f. pour le directeur

3.000 francs « hiérarchisés » font un minimum vital de 13.500 francs pour la dernière catégorie.

Et pour le cadre supérieur au coefficient 8 une augmentation mensuelle de 24.000 francs, portant son salaire de 52.720 à 76.720 pour 40 heures.

Il faut être un « hitléro-trotskyste » pour s'obstiner à ne pas goûter les beautés de la lutte du lampiste pour augmenter le traitement du directeur

Dans les services publics

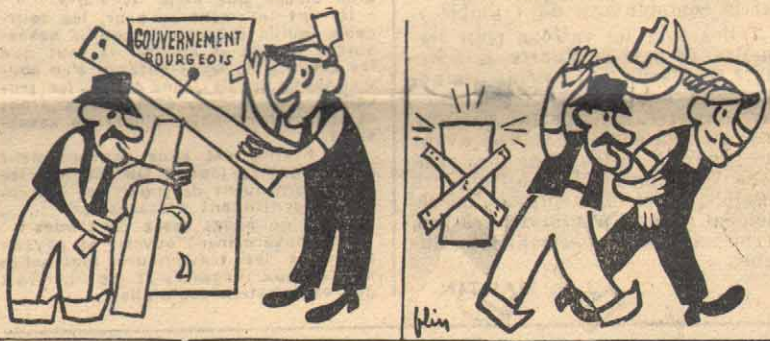
Le jeudi 2 septembre, un conseil d'usine a lieu au service des Eaux, atelier central Austerlitz. Les dirigeants stalinistes proposent une grève d'une heure, sur la base d'une motion demandant un gouvernement démocratique. Malgré une certaine opposition, cette proposition est acceptée ; les moteurs sont arrêtés. Une commission comprenant C. G. T., C. F. T. C. et F. O. est élue pour rédiger la résolution.

Vendredi, délégation à la présidence de la République. Deux camarades seulement sont reçus et déposent la résolution pour un gouvernement démocratique. Au ministère des Finances, seules de vagues promesses sont enregistrées.

Le lundi, le conseil d'usine décide vingt-quatre heures de grève. Deux cent cinquante présents sur trois cents ouvriers. L'unanimité est réalisée entre C. G. T., F. O., C. F. T. C. Une seule abstention (un syndiqué F. O.). Certains camarades proposent la grève sans limitation. La grève se réalisera mercredi.

Deviens le correspondant de « La Vérité »
Souscris à « La Vérité »

LA CRISE MINISTERIELLE



Comment y mettre un terme

Avant le 27^e Congrès de la C. G. T.

par Pierre LAMBERT

rations et d'Unions départementales qui auraient dû préparer le 27^e congrès confédéral se sont tenus avant même la publication des rapports. De plus, une indigne comédie se joue chaque semaine dans Le Peuple où, dans une soi-disant « Tribune libre », les bonzes Racamond, Tollet ou Le Léap expriment en toute démocratie un seul et même point de vue.

Il paraît que les délégués au congrès doivent être désignés au cours de conférences de syndicats préparées par la tenue d'assemblées générales de sections syndicales. Seulement, Racamond, dans le dernier numéro du Peuple, nous informe que ces conférences désigneront... les suppléants. Il faut que tous les militants révolutionnaires luttent dans les assemblées et conférences syndicales pour que tous les délégués soient élus sur la base de résolutions et mandats pour exprimer la pensée de la base.

Le bilan de l'activité confédérale

En conclusion du rapport qu'il présentait au 26^e congrès de la C. G. T., en avril 1946, Frachon déclarait :

« Allons vers l'avenir avec confiance ! Et maintenant quelle conclusion pouvons-nous tirer de l'examen de notre bilan ? »

1^o Un optimisme raisonné basé sur des faits... La production augmente dans les principaux secteurs de l'industrie. Nous devons redoubler d'efforts pour accélérer le rythme de cette évolution. Notre mot d'ordre d'augmentation de la

production et du rendement reste un de nos mots d'ordre essentiels ;

2^o La certitude qu'au fur et à mesure que nous développerons la production nous obtiendrons des améliorations sensibles aux conditions d'existence des Français en général, et de la classe ouvrière en particulier. »

Le congrès était à peine terminé que la faillite de la ligne développée au cours de ces débats se démontrait. Justifiant l'augmentation des salaires de l'ordre de 25 %, le Bureau confédéral admettait que, malgré une production s'élevant à 80 % du niveau de 1938 en juin 1946, le pouvoir d'achat des masses s'était abaissé de 50 %, abaissement que seul, Valière, porte-parole de la minorité révolutionnaire, avait dénoncé au congrès.

Toutes les résolutions de ce « beau et magnifique congrès » ont été enterrées. En 1946, Frachon et Jouhaux étaient contre le minimum vital en rapport avec le coût de la vie. Il est devenu en paroles l'axe de leur propagande. Ils étaient contre l'échelle mobile ; ils sont pour, paraît-il, aujourd'hui. La grève était, selon V. Duguet, secrétaire de la Fédération des mineurs, l'arme de classe des trusts ; aujourd'hui, les bonzes sont devenus des « gréviculteurs » acharnés.

Mais une ligne est restée constante, c'est la volonté d'empêcher les masses de porter atteinte au système capitaliste. Frachon, répondant à Valière au congrès d'avril 1946, déclarait :

« Valière nous adresse un reproche fort grave. Si nous avions mé-

rité ce reproche, dont il nous a cablés, vous auriez raison de liquider votre direction confédérale, elle aurait trahi la classe ouvrière. En effet, Valière a dit : « Au lendemain de la Libération, il y avait d'immenses possibilités de libération sociale, économique et politique », ce qui veut dire, en termes clairs, qu'au lendemain de la Libération il fallait que la classe ouvrière prenne le pouvoir. Nous n'avons pas appelé les ouvriers à faire la révolution et nous considérons que nous avons eu raison. »

La ligne contre-révolutionnaire, Frachon ne l'a pas abandonnée. Car aujourd'hui, quand le Bureau confédéral appelle les masses à imposer le « gouvernement d'union démocratique », cela veut dire que dès que Thorez, Croizat, etc., siègeront aux côtés de Schuman, du M.R.P. et des radicaux, Frachon deviendra le héritier du « Produire d'abord », du « blocage des salaires », du sabotage ouvert des grèves.

Les révolutionnaires, tant dans la préparation qu'au congrès de la C.G.T., feront remarquer cette permanence dans l'orientation de Frachon, permanence qui implique que les syndiqués ne doivent faire aucune confiance dans ces chefs collaborateurs avec la classe bourgeoise. Ils engagent les masses à combattre pour les revendications anticapitalistes du minimum vital en rapport avec le coût de la vie, sa garantie par l'échelle mobile et le contrôle ouvrier, et pour un gouvernement sans ministres capitalistes appliquant ce programme.

Le gérant : M. JULLIA.

Société Nationale des Entreprises de Presse IMPRIMERIE REAMUR 100, r. Réaumur, Paris-2^e

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués